

Antananarivo à la recherche du maire rare

Politika – 05/11/2019



Un défi énorme. Le prochain maire de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), ainsi que les conseillers municipaux, auront la lourde tâche de remettre à flot la capitale de Madagascar, asphyxiée et en proie à des obstacles multiples pour son développement.

« L'on vit au quotidien les inconvénients auxquels on se trouve confronté, tels que l'enlèvement des ordures, la prolifération des vendeurs à l'étalage, sur les trottoirs, voire sur les voies publiques, l'insuffisance de l'alimentation en eau et en énergie électrique, la déficience des réseaux d'évacuation des eaux, etc. », écrivait Jean Rabemanantsoa dans l'ouvrage collectif *La Cité des Mille : Antananarivo, histoire, architecture, urbanisme*. Jusque-là, la description du tableau sombre de la situation dans la capitale de Madagascar réalisée par l'ingénieur et architecte n'a rien d'exceptionnel. Seulement, celle-ci avait été évoquée par l'auteur en... 1998.

Léthargie

Les phénomènes décrits il y a vingt ans restent ancrés dans le paysage quotidien des habitants d'Antananarivo malgré le temps qui passe. Pire encore, ils s'aggravent dans certains cas. Sans parler de l'apparition d'autres problématiques comme l'embouteillage ou encore l'insécurité. Les résultantes de tous ces événements sont visibles. « L'agglomération urbaine d'Antananarivo est considérée comme l'une des villes les plus sales du monde avec ses amas de détritiques, ses eaux sales, et l'odeur nauséabonde de ses canaux d'évacuation d'eaux usées et pluviales », indique une enquête menée par Mercer Human Resource Consulting en 2007 concernant la qualité de vie dans le monde, rapporté par une étude de la Banque Mondiale¹. Le sondage que nous avons mené met en exergue ces problématiques. « La gestion des déchets et des ordures arrive en premier concernant les problèmes à résoudre en priorité à Antananarivo avec 52% des personnes interrogées ayant évoqué ce problème. Viennent ensuite le souci de circulation avec les embouteillages, les routes endommagées, cité par 51% des gens. L'insécurité occupe la troisième place avec 42% » (*voir le détail de l'étude par ailleurs*). Le temps passe mais les observations montrent à quel point la Ville des Mille est plongée dans une certaine situation léthargique. Plusieurs maires et Présidents de délégation spéciale (PDS) issus de différents bords politiques, se sont succédé à la tête de CUA pour essayer de résoudre le problème à plusieurs équations sans que la réalité ne change de manière drastique. Certains d'entre eux, sont même arrivés à la tête de l'État après un bref passage à la mairie de la capitale, sans que le tableau change.

Le défi reste énorme pour le prochain maire, ainsi que les futurs conseillers municipaux, afin de redresser une situation peu reluisante, et qui s'aggrave au jour le jour.

Propos lénifiants

Le défi reste énorme pour le prochain maire, ainsi que les futurs conseillers municipaux, afin de redresser une situation peu reluisante, et qui s'aggrave au jour le jour. Au-delà des propos lénifiants et promesses liées à la période normale de propagande, les électeurs attendent d'eux un programme concret et réalisable pour résoudre les problèmes tentaculaires de la capitale, censée être la vitrine du pays. Les chantiers ne manquent pas. Encore une fois, les observations de Jean Rabemanantsoa de la fin des années 90 restent d'actualité. Il s'agit des « difficultés de la circulation et du transport, la dégradation des réseaux d'assainissement et du bâti ancien en général, [de] l'augmentation de la population urbaine, [de] la demande croissante en matière d'équipements et d'habitat que le site originel ne peut plus satisfaire [et de] la faiblesse des moyens financiers face aux travaux requis en matière de réhabilitation, de restructuration de la ville, pour un fonctionnement amélioré ». Gérard Andriamanohisoa, conseiller spécial du président Andry Rajoelina, parle d'une « contrainte structurelle persistante ». « Seuls 27 % de la ville, à savoir le centre-ville, Ivandry et 67 Ha seulement ont été planifiées. Et encore la cité des 67 ha est devenue un bidonville. C'est dire que le peu qu'on avait a disparu », déplore l'ancien directeur général de l'Aménagement du territoire. La hausse de la densité de la population constitue une autre problématique alors que la ville, censée accueillir 300 à 500 000 habitants au départ, reste sensiblement figée malgré ses 37 communes d'ortoirs, permettant aux 1,5 million d'employés de dormir le soir. Il en est de même pour les 600 000 habitants des bas quartiers, « agrégat concentré de tous les maux urbains », selon la géographe Josélyne Ramamonjisoa, dans *La Cité des Mille : Antananarivo, histoire, architecture, urbanisme*. Or, « au rythme actuel d'urbanisation, près de la moitié de sa population vivra en ville et l'agglomération d'Antananarivo atteindra presque huit millions d'habitants à l'horizon 2020 », note la Banque Mondiale¹. Tout cela dans une « spirale de la migration et de l'urbanisation anarchique », selon l'Observatoire foncier en 2015. La perspective qui se pointe à l'horizon pour les dirigeants, est la relocalisation des 3,2 millions d'habitants d'ici à 2033, « avec le taux de pauvreté urbain et une désorganisation », résume Gérard Andriamanohisoa.

Valse-hésitation

Les autorités locales, qui ont un œil sur les échéances électorales, cèdent à la pression et vont jusqu'à prendre des décisions controversées. La décision de construire des box sur les bords des rues et l'autorisation accordée à des marchands de s'installer sur les trottoirs, tout comme la valse-hésitation concernant la gestion de la circulation des pousse-pousse et des charrettes, en sont l'illustration. « Le taux d'occupations informelles atteint environ 65% des emplois dans la ville d'Antananarivo au début 2010 (...) Ce poids est considérable, et traduit en partie les effets cumulés de la crise politique qui a provoqué un mouvement du formel vers l'informel », affirme la Banque Mondiale¹. « Les zones classées pour être celles de l'extension industrielle deviennent même des zones d'habitation et d'agriculture », renchérit Gérard Andriamanohisoa. Ce qui débouche sur un cercle vicieux entre la pression démographique, l'économique et le social. Le risque d'inondation subsiste toujours dans la capitale « du fait de la situation de polder de la ville d'Antananarivo et de certains aménagements non terminés », prévient la Banque mondiale.

Besoin

« Le remblaiement non autorisé de la plaine, l'envasement rapide des collecteurs déjà sous-dimensionnés » constituent des facteurs qui « aggravent l'inondation dans la ville d'Antananarivo ». Et « au-delà du manque d'envergure du réseau d'évacuation des eaux », il est également à noter sa mauvaise qualité, avec des infrastructures anciennes et mal entretenues. Malheureusement, les villes, y compris Antananarivo, sont « peu équipées » pour répondre aux défis auxquels elles sont confrontées. « La répartition institutionnelle des responsabilités est si imprécise que personne ne prend en charge la mise en œuvre d'une véritable politique de proximité », soutient la Banque Mondiale. « Les pouvoirs locaux n'agissent que face à l'urgence ou quand le pouvoir central n'est plus capable de jouer son rôle. En outre, même lorsqu'elles voudraient agir, les municipalités n'ont ni ressources financières, ni ressources humaines. Le budget annuel de la ville d'Antananarivo (quatre dollars par habitant) est sept fois moindre que celui de Dakar », poursuit-elle. Durant la troisième édition du Forum national urbain, Marie-Chantal Uwanyiligira, la country manager de la Banque Mondiale, avait évoqué un besoin de 2 milliards de dollars, en termes d'investissement pour Antananarivo jusqu'en 2030.

Sérail

Malgré le statut particulier d'Antananarivo, les bras de fer entre le pouvoir central et le gouvernement local ne favorisent pas la résolution des problèmes auxquels la capitale doit faire face. L'histoire du déclassement de la trésorerie municipale d'Antananarivo et le rattachement du Service autonome de maintenance de la ville d'Antananarivo (Samva), l'entité qui s'occupe du ramassage des ordures ménagères dans les bacs à ordures, au ministère de l'Eau et de l'assainissement, au détriment de la CUA, en sont l'illustration. C'est dans ce contexte que se déroulent les municipales à Antananarivo et de son million et quart d'habitants, selon le rapport préliminaire du recensement général de population et de l'habitat en 2018. Il faut ajouter à cela la compétition entre les formations politiques en lice dans la course aux postes de maire et des conseillers municipaux. Un combat entre un candidat désigné par Isika rehetra miaraka amin'i Andry Rajoelina (IRK), Naina Andriantsitohaina, et l'ancien président Marc Ravalomanana s'est profilé à l'horizon. Mais le choix effectué au dernier moment par ce dernier de lancer dans la bataille un homme du sérail de l'équipe sortante de la mairie, en la personne de Rina Randriamasinoro, fait baisser d'un cran le risque d'une tension politique entre les

principaux protagonistes de la crise politique de 2009. Les deux parties jouent toujours gros pour la conquête symbolique de la capitale. Pour le pouvoir en place, gagner la capitale est presque une obligation pour pouvoir gouverner d'une manière plus sereine. « Le renversement du pouvoir et les contestations sociales ont pour source la concentration humaine qu'est la ville », soutient Gérard Andriamanohisoa, conseiller spécial du président Andry Rajoelina. « Les présidents qui n'ont pas pris soin des grandes villes, ont eu droit à des manifestations de rue puis à une destitution », poursuit-il. De son côté, le fondateur du parti Tiako i Madagasikara (TIM) joue une partie de sa survie politique après l'échec à la présidentielle et aux législatives.

Dualité

Le mode de scrutin des municipales de 2014 diffère de celui adopté actuellement. Mais l'expérience de l'équipe sortante à la mairie d'Antananarivo, démontre qu'un organe délibérant acquis à la cause de l'Exécutif municipal ne constitue pas une garantie infaillible de réussite. Le facteur relatif aux relations qu'entretiennent l'équipe dirigeante de la mairie et le gouvernement central entre également en jeu. La dualité entre les autorités locales et l'État central débouche souvent sur des conséquences désastreuses pour la CUA. Le mode de scrutin, débouchant sur deux élections distinctes pour le maire et pour les conseillers municipaux, pourrait réserver des surprises. La configuration d'un Exécutif municipal qui ne dispose pas d'un conseil municipal majoritaire qui le soutient, mettrait le premier dans une position inconfortable alors qu'il a sur les épaules l'avenir de la capitale. Et ce, d'autant plus que des listes « indépendants » qui s'alignent dans la course au conseil municipal, pourrait arbitrer le duel entre l'IRK et le TIM. « Je sens une défiance et une incrédulité vis-à-vis de la classe politique de la part des citoyens. Mais notre chance lorsqu'on est candidat aux municipales est que nous avons la possibilité d'être proche des citoyens », soutient Hajatiana Randrianomenjanahary, de la liste Komba. « L'élection municipale est un des seuls moyens de faire s'exprimer la démocratie de proximité. Je me suis engagé pour servir Antananarivo, la ville où je vis, qui par négligence des précédents gestionnaires, est dans un piteux état », constate-t-il. Rattraper des années de retard, la mission est loin d'être évidente du prochain maire.

Iloniaina Alain

Source : <http://politika.mg/2019/11/05/antananarivo-a-la-recherche-du-maire-rare/>